

**8 Société et Culture**

**Ici et ailleurs**

• Sciences

**Le tue-l'amour d'une scarabée très mère poule**  
Afin d'avoir tout le temps de s'occuper de ses bébés, une femelle scarabée devient temporairement stérile et libère une phéromone anti-aprodisiaque destinée à dissuader tout prétendant, selon une étude publiée hier à Paris dans la revue Nature Communications.

• Bonheur

**Le Gabon à la 25e place africaine**



Selon la 4e édition du "World happiness report 2016", un rapport mondial sur le bonheur dressé par l'Onu, le Gabon fait partie des pays moins heureux. Classé à la 25e place continentale et 134e mondiale avec un score de 4,121 points sur 10.

L'étude a été conduite à travers des critères tels que le revenu, la santé, la protection sociale, la liberté de choix, la générosité et la confiance, comparés à d'autres critères comme le PIB par habitant, en se basant sur une question, subjective: "prenez un moment et imaginez une échelle de 1 à 10. Le haut incarnant le meilleur pour vous. À quel niveau vous sentirez-vous?".

Par ailleurs, au niveau mondial, le Danemark ravit la première place à la Suisse. L'Irlande occupe la troisième marche du podium. A l'opposé, le Togo (155e) et le Burundi (157e) représentent les pays les moins heureux au monde, avec respectivement 3,303 et 2,905 points.

• Enseignement

**Le golf obligatoire au primaire**

Une école primaire chinoise a rendu les cours de golf "obligatoires", dans l'espoir de populariser ce sport, controversé dans un pays où il est parfois décrié pour sa pratique par les élites fortunées, a annoncé un média d'État. Quelques 400 élèves de l'École expérimentale des langues étrangères de Shanghai vont devoir travailler leur "swing" chaque semaine, selon le quotidien China Daily.

• Vache folle

**Suspicion dans un élevage français**

Un cas potentiel d'ESB (maladie de la vache folle) dans un élevage de 400 vaches dans les Ardennes (nord de la France) est en cours d'examen, a indiqué hier à Paris le ministère de l'Agriculture.

Le prélèvement sur l'animal décédé a été envoyé au laboratoire européen de référence en Grande-Bretagne, qui devrait mettre 8 à 10 jours pour confirmer ou non la présence d'ESB.

**Rassemblés par AJT**

**Ouverture d'un atelier Gabon-BIT, hier à Libreville**  
**Le dialogue social pour une meilleure cohésion**

**R.H.A**  
Libreville/Gabon

UN atelier tripartite d'échange et de partage sur les fondamentaux du dialogue social et sa structuration s'est ouvert, hier, à Libreville, au siège de l'Office national de l'emploi (ONE). Une rencontre à laquelle ont pris part les responsables des organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs et un expert du Bureau international du travail (BIT), Faustin Ekoue Amoussou Kouetete. Représentant le ministre du Travail et de l'Emploi, le directeur de cabinet, Joseph Ella Menie Me Nsi, a redéfini les contours de cet atelier, qui s'inscrit dans le cadre de l'appui constant que le BIT apporte aux gouvernements. Partant de la crise de la



Photo : R.H.A

Le directeur de cabinet du ministre du Travail, Joseph Ella Menie Me-Nsi (micro), a ouvert les travaux... Photo de droite: ... auxquels participent les représentants des organisations professionnelles des employeurs et des travailleurs.

chute du prix du pétrole qui secoue le budget, avec un lourd impact dans l'univers de l'emploi, le dialogue devient une voie que l'État a choisi d'emprunter pour alléger le climat. « L'État vient échanger avec les organisations professionnelles d'employeurs sur les stratégies opérantes de sortie de crise actuelle », a indiqué Joseph Ella Menie Me Nsi.

Selon lui, pour le gouvernement, la gestion des crises sociales est un impératif fort, qui érige le dialogue entre les acteurs dans les gestions des problèmes. « L'accélération du processus de la mondialisation et son extension à la quasi-totalité des domaines de l'activité humaine, au-delà de l'élaboration de politiques économiques réalistes et volontaires, im-



Photo : R.H.A

pose que soient mis en œuvre des couloirs efficaces de collaboration », a-t-il ajouté. Cette rencontre vise donc une meilleure stabilité des relations de travail, en dépit du climat qui prévaut. Pendant deux jours, l'expert du BIT entretiendra les participants sur toutes les questions liées à la structuration du dialogue social. Selon le BIT, le dia-

logue social englobe toutes les formes de négociation, de construction ou d'échange d'informations entre représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs sur les questions d'intérêts communs liées à la politique économique et sociale.

Les travaux prennent fin aujourd'hui.

**Choses vues**

**Commerces des trottoirs, comme des champignons**

**COE**  
Libreville/Gabon

UN phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur à Libreville : les trottoirs, à l'origine réservés aux piétons, sont transformés, par la force de la conjoncture économique, en espaces commerciaux pour vendeurs de tout poil. Hormis la commune d'Akanda, qui découvre à peine cette façon de faire, les artères des communes de Libreville et d'Owendo sont prises d'assaut pour accueillir toute sorte de commerce : bibelots, appareils électroménagers d'occasion, produits agricoles, charbon de bois, huile de palme, pétrole lampant, maïs braisé, arachides, entre autres. Mais ces « envahisseurs », comme les usagers se plaisent désormais à les désigner, ne sont pas toujours les bienvenus.

pour Mathurin, un habitant du quartier Pompidou, dans le premier arrondissement de Libreville, « ces gens n'ont absolument aucun respect pour nous autres piétons, qui sommes obligés de marcher sur la chaussée », se plaint-il. Un avis que partage Mme Moughoki, une sexagénaire résidant à Cocotiers, quoique plus nuancée : « c'est un mal pour un bien. Il est vrai qu'aujourd'hui, nous sommes obligés de nous partager l'espace. Mais s'il fallait respecter les normes, il nous faudrait parcourir des kilomètres



Photo : COE

Et que dire, comme ici à l'échangeur de Nzeng-Ayong, des commerçants qui investissent les abords de la grande voie. Photo de droite : ... et ici, à Avéa.



Photo : COE



Photo : COE

Un tas de sable obstruant un trottoir à Derrière-l'Assemblée nationale. Photo de droite: Même constat du côté de Sotega.



Photo : COE

pour nous rendre au marché. Ce serait une dépense en temps et en énergie. Franchement, qu'il y ait de la marchandise sur les trottoirs, cela ne me gêne pas du tout », estime-t-elle. Si de nombreux usagers de la voie publique voient d'un mauvais œil cette occupation outrancière et anarchique des trottoirs, d'autres estiment que le phénomène est plutôt en leur faveur, tant certains quartiers de Libreville manquent de véritables

marchés. Le cas de Plaine-Orety, Cocotiers ou Pompidou. « S'il n'y avait pas de commerçants de proximité, je serai forcée de me rendre au marché de Louis ou au Bas-de-Gué-Gué. Imaginez un peu l'effort, pour une femme de mon âge », relève Marceline, agent comptable reconvertie en femme au foyer. Non sans apprécier la bravoure de ces hommes et femmes qui, avec des revenus modestes, parvien-

ent à joindre les deux bouts grâce à ces petits commerces. De nombreux particuliers s'engouffrent également dans la brèche. En se servant des trottoirs pour différents usages. Ainsi, gravier, sable, briques et divers matériaux de construction peuvent y être entreposés pour une durée indéterminée, sans la moindre gêne. Dans des quartiers sous-intégrés, ces cas sont légion.

Certains tenanciers de trottoirs ne se font pas prier pour en rajouter. Il est fréquent de voir tables et chaises exposées à même le trottoir, obstruant de fait la voie publique, forçant ainsi les piétons à marcher en pleine chaussée, à leur corps défendant. En divers endroits, de nombreux cas d'accidents provoqués par cette obstruction des passages-piétons ont été déplorés. Sans que cela ne change la donne.